



OPINIONS CHAMPS LIBRES

Dire la vérité, début du sursaut

**CHRONIQUE****Yves de Kerdrel**

ydekerdrel@lefigaro.fr

Xavier Fontanet, qui a été un grand capitaine d'industrie, d'abord au sein des chantiers Bénéteau, puis comme patron d'Essilor, devenu numéro un mondial, devant les Japonais, vient de rassembler dans un livre un ensemble de chroniques publiées dans la presse économique au cours des trois dernières années. Il s'agit d'une série de propos, chacun axé sur un thème bien précis (la compétitivité, la fiscalité, le modèle social, les dépenses publiques...), traité de manière très pédagogique avec pour but de sensibiliser les Français aux efforts nécessaires pour sortir du déclin (*Que chacun s'y mette*, Éditions Odile

Jacob). C'est un petit bijou à lire dans cette période préélectorale ou à offrir à un voisin socialiste, qui croit encore que tout peut s'arranger en taxant davantage et en travaillant moins.

Il y a un point essentiel sur lequel Xavier Fontanet revient régulièrement et qui est encore plus important maintenant que la droite s'est donné un champion de qualité pour mener l'alternance en mai prochain en la personne de François Fillon. C'est la capacité, de la part de tous ceux qui ont la possibilité d'expliquer, de proposer ou d'agir, de pouvoir décrire la situation du pays telle qu'elle est et de démonter un par un les fantasmes entretenus par une grande partie de la droite molle et de la gauche.



Chaque soir il est encore possible de trouver dans les pages « opinions » d'un grand quotidien national des tribunes expliquant que l'État peut payer, que l'argent ne coûtant rien, il est possible de s'endetter bien davantage, qu'il faut bien plus de professeurs – alors que la France en compte 25 % de plus par élève que l'Allemagne – qu'il est inhumain d'élever l'âge de départ à la retraite ou encore que la dégressivité des allocations-chômage – pourtant mise en place dans la plupart des pays d'Europe du Nord – est un recul social inacceptable.

Bien sûr il n'est pas question de censurer les propos de professeurs d'économie qui ne connaissent cette matière qu'à travers des équations. Bien sûr il est normal que face aux propositions préconisées par François Fillon, une vieille gauche rabougrie tente de se réveiller. Bien sûr il y aura toujours des Jean-Luc Mélenchon, des Gérard Filoche ou des Philippe Poutou pour continuer à dire que l'on peut raser gratis.

Mais comme le dit Xavier Fontanet : « *Tant que les hommes ne sont pas conscients de la gravité de la situation, il est illusoire d'attendre d'eux des efforts importants.* » Le général de Gaulle, le premier, a su expliquer que « *dans un monde concurrentiel, il faut être compétitif* », explique l'auteur. Georges Pompidou, de la même manière, n'a jamais tenté de cacher la vérité aux Français. Il faut revoir cette scène – hélas inimaginable aujourd'hui ! – du 14 avril 1972 avec un chef de l'État français s'adressant à Forbach aux mineurs et leur expliquant qu'il serait « *irresponsable* » ou « *inconscient* » de croire que nos houillères pourraient continuer à fonctionner à perte.

Lorsque Nicolas Sarkozy a promis en mars 2012 aux ouvriers de Gandrange que l'État allait les aider pour qu'ils gardent leur emploi, puis lorsque François Hollande a fait de même à plusieurs reprises à Florange, non seulement ils leur ont fait des promesses intenables, mais ils ont incrusté dans la tête de 66 millions de Français que n'importe quel emploi balayé par la perte de compétitivité, la mondialisation ou la révolution technologique pouvait être sauvé avec de l'argent public. De l'argent que nous n'avons pas et qui est emprunté sur les marchés financiers. Tout cela s'appelle de l'irresponsabilité et de la cavalerie.

Comme l'écrit Xavier Fontanet : « *Beaucoup d'entrepreneurs ont, à un moment ou à un autre, vécu des moments difficiles et réussi, avec leurs équipes, à relever leur entreprise. Tous ces entrepreneurs vous diront qu'il faut trois conditions pour retourner une situation : le réalisme devant les faits, même s'ils sont durs à regarder en face, une stratégie bien comprise et l'appel à la responsabilité de chacun.* » Ce réalisme fait cruellement défaut parmi les médias audiovisuels ou même écrits – à l'exception du Figaro.

Une fois que l'on aura dit et répété que deux mois sur douze des retraites de nos fonctionnaires sont payées à crédit, que les médicaments achetés aujourd'hui et non payés par les patients en pharmacie devront être acquittés par nos enfants ou petits-enfants en 2025 et que la France est un État au bord de la faillite, viendra sans doute un jour où nos concitoyens comprendront qu'il faut se retroucher les manches. Comme l'ont fait les Allemands en 2004. Comme l'ont fait les Britanniques en 2010. Dire la vérité, c'est déjà faire la moitié du chemin qui mène au redressement.